

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 275 – Février 2024

Les Chevaliers du Travail après la naissance du P.C.B.

Naissance du PCB à Charleroi

Julien Lahaut, le syndicaliste

La volonté d'indépendance des Chevaliers du travail

LE P.O.B. ressent le danger

Rivalités syndicales

La crise en sidérurgie

Le 60^{ème} anniversaire du Club Achille Chavée

Roger Somville aurait eu 100 ans

Liberté pour Assange

Afrique du Sud et Palestine, une même humanité

La culture « WOKE »

Lecture : « Comment fabrique-t-on un monstre ? »

11

MAISON DU PEUPLE " La Nouvelle Vigilance "

- ASBL Unir & Bâtir
- ASBL Le Progrès
- ASBL Secours Populaire Wallonie - Bruxelles
- ASBL Tourisme Populaire
- Fédération de Charleroi du Parti Communiste

Les Chevaliers du Travail après la naissance du P.C.B.

Au lendemain de la guerre 14-18, les ouvriers mineurs du Pays de Charleroi adhèrent en masse à la Centrale syndicale reconstituée avec Lombard comme président et toujours Falony comme secrétaire, Centrale qui compte en mars 1919: 12.005 membres. Deux sections vont cependant marquer leur opposition au congrès de janvier: celle de Montignies-sur-Sambre et celle de Roux-Aisielies. D'autres affichent leur autonomie. De petites cellules syndicales regroupent les « disciples de Jean Callewaert ».

Jean Callewaert est mort trois jours avant l'Armistice. Sa succession s'avère difficile. C'est son autorité et son prestige qui préservaient l'unité des Chevaliers du Travail.

Francis Poty fait à ce propos le commentaire suivant: « Dans le Bassin de Charleroi, l'adaptation aux nouvelles structures se révèle plus délicate qu'en d'autres lieux. De nombreux mineurs restent marqués par l'esprit de localisme qui puise ses sources dans l'histoire de l'Ordre des Chevaliers du Travail. La guerre n'a pas effacé les souvenirs, les habitudes héritées de ces temps déjà lointains où chaque union de mineurs vivait dans le secret, repliée sur elle-même. D'aucuns se souviennent encore des rites mystérieux qui faisaient des K of L. une franc-maçonnerie pour ouvriers. La guerre n'a pas effacé leur nostalgie du passé, leur opposition au centralisme.



Henri Glineur

Naissance du Parti Communiste au Pays de Charleroi.

Henri Glineur, Mandelier, Byloo, Leclercq et d'autres fondent en septembre 1920 la première section communiste du pays de Charleroi, laquelle est présidée par Henri Glineur.

Écoutons Henri Glineur à ce propos:

« Au Pays Noir, dans nos communes ouvrières du Pays de Charleroi, les événements qui avaient précédé la guerre de 1914, et cette guerre elle-même, avaient, comme dans les autres régions industrielles du pays, jeté un certain désarroi parmi les travailleurs révolutionnaires. Ceux-ci avaient rallié jadis avec confiance les rangs du P. O. B. mais ils s'apercevaient que la politique suivie par celui-ci n'était plus socialiste, n'était plus révolutionnaire. »

En 1918, lorsque le P.O.B., ses syndicats, ses Jeunes Gardes, reprisent leurs activités, un certain nombre d'ouvriers ne rejoignirent les rangs qu'avec la ferme

décision d'y lutter pour amener le Parti Ouvrier à abandonner ses positions réformistes. Immédiatement, il apparut aux ouvriers révolutionnaires que les chefs du Parti mettaient tout en œuvre, toutes les manœuvres, toutes les pressions, tous les mensonges pour écraser l'opposition ouvrière à leur politique.

En revanche, si les occasions de se décourager ne manquaient pas de ce côté, les raisons de continuer la lutte avec confiance étaient nombreuses aussi car la Grande Révolution socialiste d'Octobre dressait devant le monde son Flambeau étincelant. Les travailleurs révolutionnaires se tournaient vers elle et puisaient dans son exemple, dans l'exemple de Lénine, les leçons pour les luttes à venir et les raisons de les engager avec confiance.

Ces grands événements, qui venaient de faire changer de base un immense pays, provoquaient de nombreux remous au sein du P. O. B. à Charleroi, plus particulièrement au sein des Jeunes Gardes Socialistes. Membres de la section J. G. S.



de Jumet-Gohyssart Henri Glineur disait : « Nous y menions avec quelques camarades la lutte pour le soutien sans réserve de la Révolution russe, tout en attaquant à chaque occasion le réformisme des chefs du P.O.B. et des Jeunes Gardes. Nous allions aux manifestations avec notre calicot propre qui faisait sursauter les bourgeois et les chefs du P.O.B.. Nous criions nos mots d'ordre de lutte, nous les répandions à chaque occasion.

Un jour de 1920, notre groupe présenta à la Fédération des J. G. S. de Charleroi une motion réclamant l'affiliation à l'Internationale des Jeunes Communistes. Cela déclencha la grosse artillerie des réformistes. La résolution fut rejetée et ses partisans traités de tous les noms par les dirigeants.

Mais cela ne nous découragea nullement. Nous avons présenté la même motion à la section de Jumet-Gohyssart. Là, elle fut approuvée à la quasi-unanimité. Mais le président de la section déclara le vote nul et interdit aux partisans de la motion de se réunir à la Maison du Peuple. Pratiquement, c'était l'exclusion.

Des J. G. S. de Bruxelles avaient subi le même sort. Peu de temps après pourtant, avec une douzaine de camarades, nous décidions de constituer un groupe communiste et de prendre contact avec nos camarades de Bruxelles.

Le premier groupe communiste était fondé au Pays de Charleroi. Peu après, en septembre 1920, nous constituons un groupe de Jeunesse Ouvrière et Syndicale, en sous-section du syndicat des Chevaliers du Travail de Roux-Aiselines. A l'unanimité de ses 175 membres, ce groupe de jeunes ouvriers révolutionnaires vota son adhésion à l'Internationale des Jeunes Communistes. » (Revue du P.C.B. « Communisme », n° 99, octobre 1951)

... Peu après, un autre groupe se constituait à Marchienne-Docherie. Différents groupes, composés surtout de jeunes, d'anciens J. G. S., établirent des contacts entre eux et bientôt se groupèrent autour de leur journal « L'Ouvrier Communiste » et demandèrent leur affiliation à l'Internationale Communiste.

Au même moment, d'autres groupes communistes se formaient aussi au Pays Noir à l'initiative de notre camarade Jacquemotte et des Amis de l'Exploité. Ces sections furent organisées à Châtelet, à Châtelaineau, à Mont-sur-Marchienne, et dans diverses communes de la région. ...

La volonté d'indépendance des Chevaliers du Travail.

Dans l'immédiat l'action militante va se développer notamment dans les sections des Chevaliers du Travail qui sont restées autonomes en tant que petites cellules syndicales regroupant des disciples de Jean Callewaert. Et cette action maintiendra un aspect très critique à l'égard de la Centrale socialiste des mineurs.

L'affrontement devient inévitable entre les deux fractions de la gauche qui se sont ainsi constituées. De jeunes ouvriers syndiqués tentent de créer des cellules autonomes. Les jeunes militants groupés derrière Henri Glineur depuis 1919 se trouvent de nouveaux compagnons pour mener la contestation au sein des organisations socialistes. La « Jeunesse Ouvrière et Communiste » se dresse à présent face à la Fédération des J.G.S. (dirigée par Dutilleul et Yernaux).

Le P.O.B. ressent le danger.

Eugène Van Walleghem lance une mise en garde dans le Journal de Charleroi : « Il serait dangereux de dissimuler que l'unité ouvrière soit actuellement minée dans tout le pays. A ceux qui seraient tentés de suivre les mots d'ordre de Moscou, disons franchement, carrément, qu'ils nous trouveront sur leur chemin. »

En 1921, plusieurs groupes syndicaux, représentant près de 8.000 affiliés, refusent toujours de rejoindre le puissant syndicat socialiste. Ils se situent à Dampremy, Marchienne-Docherie, Montignies-sur-Sambre, Roux, Châtelaineau, Lodelinsart, Gilly et ils s'affirment toujours disciples de Jean



Callewaert. 2.000 membres se déclarent toujours membres de l'Ordre des Chevaliers du Travail.

En mai 1921, un Congrès des « Amis de l'Exploité » décide le ralliement aux groupes communistes belges et au comité de la 3^{ème} Internationale. En juin, le P.C. donne l'ordre à ses noyaux de « rester dans les syndicats, les noyauter ... nous nous expliquerons sur ces termes ... les désaffilier du P. O. B. ». (Journal de Charleroi du 2 septembre 1920)

Informés de ces propos, les dirigeants syndicaux réagissent vivement et dénoncent les menées « communistes à la solde de Moscou ». Socialistes et Communistes se qualifient mutuellement de « traîtres ». Dans l'arrondissement de Charleroi, le mouvement socialiste décide d'expulser de ses rangs tous les militants communistes.

Parallèlement à cette action, se constitue la Fédération Communiste du Bassin de Charleroi dont Lesoil devient le secrétaire général. Dès la fin de l'été, la Fédération tente de diffuser dans le Pays Noir, le « Drapeau Rouge », issu de la fusion du P. C. et des « Amis de l'Exploité ». «

Le 1er janvier 1922, les comités exécutifs de l'Internationale communiste et de l'Internationale des syndicats révolutionnaires lancent de Moscou un appel «aux prolétaires de tous les pays» en faveur de «l'unité du front prolétarien». Cet appel fut le point de départ de vives discussions idéologiques et politiques dans le mouvement communiste international.

En Belgique, la tactique de «front unique» avait suscité des réticences. A première vue, cette tactique ne pouvait s'appliquer que dans l'action syndicale.

Le Congrès du P.C.B., qui se tint en avril 1922, exprima la position suivante sur l'application du front unique : « Là où il existe, à côté de l'organisation syndicale centralisée, d'autres formations, l'union formelle ne pourra résulter que d'une activité commune. Et c'est cette activité commune, préconisée en bas, que les communistes doivent défendre par les mots d'ordre, l'offensive patronale contre les salaires et les réformes et suggèrent de préconiser une fusion organique. »

En ce moment, la bureaucratie syndicale, redoutant tout mouvement spontané comme une atteinte mortelle à sa domination, cherche à garantir, par des remaniements de statuts et de règlements, son hégémonie absolue sur l'organisation de tous les mouvements.

La fédération liégeoise de la Centrale des Métallurgistes, par exemple, propose de nouveaux statuts où le Comité central se réserve le droit de valider tout mandat de « sectionnaire » obtenu directement de la masse à l'usine .

Cette organisation espère surtout, de cette manière, pouvoir écarter les communistes contre lesquels elle cherche d'ailleurs, par tous les moyens, à sévir. Elle tente visiblement à préparer des exclusions. Les événements qui se produisirent à Liège en 1921 et 1922 confirmèrent largement cette analyse.

-Francis Poty, *op.cit.*, pp. 112-113.

-Documents sur la fondation du P. C.B., n^{spécial} des Cahiers marxistes, 197 1, p. 145.

Julien Lahaut, le syndicaliste.

Julien Lahaut, à l'époque secrétaire permanent à la Centrale liégeoise des métallurgistes, se lance avec fougue dans l'agitation sociale suscitée par la vague révolutionnaire qui suit la fin de la première guerre mondiale. Ses fonctions l'amènent à participer à de nombreuses grèves dans la région liégeoise.

Il se retrouve principal animateur du comité de grève



Nouvelles

au cours de la lutte des travailleurs d'Ougrée-Marihayne qui dura pratiquement toute l'année 1921. La grève fut reconnue avec réticences par la Centrale des métallurgistes avec le souci de la contenir et de la terminer au plus vite. La direction des métallurgistes contestait en effet l'efficacité de la grève en période de crise économique.

La grève durait depuis sept mois, lorsqu'on arrêta Lahaut pour atteinte à la liberté du travail. Pendant son incarcération, la Centrale syndicale obtint la cessation de la grève. La durée du conflit et son ampleur avaient épuisé la Centrale des métallurgistes car la grève avait coûté neuf millions de francs aux caisses syndicales...

Dès sa libération, Lahaut tente de ranimer la lutte ce qui servit notamment de prétexte à son exclusion du syndicat après une longue procédure. Lahaut bénéficiait d'une forte sympathie dans la classe ouvrière. Il rallie aussitôt autour de lui les éléments syndicaux les plus révolutionnaires et il crée une nouvelle organisation syndicale autonome à laquelle il donne le nom de Chevaliers du Travail compte tenu de ce que cette ancienne organisation avait symbolisé

Cette appellation «Chevalier du Travail» n'a plus rien à voir avec l'organisation primitive de l'Ordre mais elle donne au nouveau syndicat une auréole et un caractère original.

En 1923, à Charleroi, la Centrale des mineurs connaît une importante et inquiétante baisse d'effectifs - ceux-ci passent de 30.000 à 12.000 membres - et la situation des mineurs les rendent très sensibles à la propagande communiste.

«La grève d'Ougrée-Marihayne - Comment on noyauté une organisation ? Comment on la pousse aux abîmes ?», brochure, Imprimerie coopérative de Huy, 1923.

La Centrale se raidit vis-à-vis de ces groupes marginaux qui sont encore rassemblés au sein d'une Fédération des Chevaliers du Travail (dont le premier mensuel « La vie syndicale » paraît au début février 1923).

Le 27 février 1923, la Centrale organise à Charleroi une grande manifestation. Le meeting est perturbé par Lesoil et les communistes. Les esprits s'échauffent. Un mouvement de grève sauvage se déclenche dans quelques puits pour se terminer le 2 mai. Il est suivi d'une répression sévère qui touche surtout les militants syndicaux connus pour leur appartenance aux Chevaliers du Travail.

De nombreuses arrestations visent les militants communistes: Lahaut, H. Glineur, Lesoil et plus de 500 de leurs camarades. La machination policière vise à

créer un nouveau « Grand Complot ». La manœuvre échoua et tous les inculpés furent acquittés le 9 juillet 1923. Lahaut avait, entretemps, adhéré au Parti Communiste immédiatement après l'affaire du « Complot ».

De cette façon, il apportait, en tant que secrétaire des Chevaliers du Travail, l'appui et le concours de son syndicat au Parti Communiste au moment même où les dirigeants des syndicats socialistes s'efforçaient d'éliminer les communistes de leurs organisations.

Rivalités syndicales

Pour faire le point, nous disposons d'un document précieux retrouvé dans les archives de Moscou : le rapport de la Fédération Nationale des Chevaliers du Travail de Belgique, section de l'I.S.R. (Internationale Syndicale Rouge), présenté à la C. E. de l'I. S. R. par l'intermédiaire du Bureau Latin.

Notre organisation nationale se constitua au lendemain de la grève d'Ougrée-Marihayne, vers la fin de 1922. Avant cette liaison, les Chevaliers du Travail n'existaient que dans le Bassin minier de Charleroi, depuis la fondation de l'organisation syndicale des mineurs, qui date de la veille des événements de 1886, jusqu'à la déflagration du conflit mondial de 1914, cette organisation était toujours apparue comme un organisme de combat, de lutte de classe.

Les dirigeants de cette organisation syndicale, étant groupés au sein de la C. S. de Belgique, étaient en même temps membres des organismes politiques groupés au sein du P.O.B. Au lendemain de la guerre, différentes sections locales du Bassin de Charleroi se dressèrent contre les dirigeants syndicaux et politiques en leur reprochant leur collaboration de





Propriété de l'asbl Le Progrès (Cercle Louis Tayenne)

classe et la signature du Traité de Versailles. De là naquirent des luttes intestines qui portèrent grand préjudice à l'organisation syndicale elle-même.

Ces diverses sections, Marchienne-Docherie, Jumet-Brutotte, Dampremy, Lodelinsart, Montignies-sur-Sambre, Roux-Aisielies et Courcelles, formèrent entre elles une Fédération qui n'eut plus aucun rapport syndical avec le reste de la Centrale régionale, pas plus qu'avec la Centrale nationale, néanmoins elle était dirigée par des politiciens qui, au sein de la Fédération Socialiste réformiste, étaient toujours en rapport entre eux.

D'autres sections, Gilly, Châtelineau, Ransart, Jumet-Gohyssart, qui, elles, affiliées à la Centrale régionale et nationale, continuèrent le combat au sein de la Centrale réformiste. Il va sans dire que ces divers groupements de mineurs furent vite taxés d'extrémistes, de communistes à la solde de Moscou, quoique pas un seul d'entre nous n'était en rapport avec les camarades de la III^{ème} Internationale. Ce fut toujours le grand dada des réformistes. La suite nous apprit qu'ils se mettaient d'accord avec le patronat pour frapper les camarades qui s'efforçaient de faire reprendre à l'organisation syndicale sa ligne de conduite réelle. Lorsque, au lendemain du Congrès national des mineurs tenu en la Maison du Peuple de Bruxelles en mars 1922, une certaine fraction de



mineurs de la section de Jumet-Gohyssart furent chassés de la Maison du Peuple, ils se regroupèrent et établirent des statuts qui furent présentés à la Fédération des Chevaliers du Travail et, après examen, ils furent admis. Ainsi était formée la Fédération des Chevaliers du Travail qui, par sa déclaration de principe, devait rechercher les possibilités de s'unir nationalement et internationalement. Constituée en ce sens à cette époque (1922) la fraction minoritaire du Bassin de Charleroi se composait de plus de 6.000 membres.

Au lendemain de la grève d'Ougrée-Marihaye, quelques militants ouvriers, ayant à leur tête le camarade Lahaut furent exclus de la Centrale régionale de Liège, et ceux, qui de leur côté, n'avaient pas voulu rester non syndiqués, formèrent à Seraing le Comité de Défense réunissant les exclus ainsi que les camarades qui se rendirent solidaires du mouvement conduit pendant plus de neuf mois.

Cette section se compose actuellement de 5.000 membres, dont 3.000 mineurs et 2.000 métallurgistes. Ceux-ci rencontrèrent au début de la formation de cette section une grande hostilité de la part des camarades du P.C.B., lesquels luttèrent pour l'unité et ne voulaient aucunement que ces camarades exclus créent une nouvelle organisation syndicale à côté de l'organisation réformatrice. De là naquit une discussion entre les membres du Mouvement Communiste belge et les dirigeants du Comité de Défense de Seraing.

De notre côté, nous nous efforçons d'entrer en relations avec les camarades du Comité de Défense et c'est ainsi que, dans le courant du mois de décembre 1922, ces camarades entraient à la Fédération des Chevaliers du Travail.

Si d'un côté nous parvenions à nous unir sur le terrain national, au sein même de la Fédération de Charleroi, la plupart d'entre nous furent à leur tour traités d'extrémistes, de dictateurs. Plusieurs sections locales se séparèrent de nous - Marchienne-Doche, Dampremy, Jumet-Brulotte, Roux-Aiselles - pour retomber à nouveau dans le plus pur « localisme ». Les dirigeants de ces groupements, au même titre que les chefs de la Centrale réformatrice, détiennent des mandats politiques obtenus avec le concours des politiciens de la sociale démocratie. Ils placent leur situation personnelle au-dessus de l'intérêt général du prolétariat.

Lorsqu'au mois de février 1923, éclata la grève des mineurs borains, bassin du sud du Hainaut, tous syndiqués à la Centrale réformatrice, notre Fédération, n'écoutant que son devoir à accomplir devant ces camarades en lutte, décida de se solidariser avec leur mouvement. Tout ce bassin conduit par les chefs réformatrices constata, dès son entrée en lutte, qu'il était complètement délaissé par ses dirigeants. Ceux-ci ayant tenté de briser le mouvement. N'y parvenant pas, ils mirent tout en œuvre pour le localiser. Une partie du bassin de Charleroi - 12.000 ouvriers, ainsi que le Centre: 3.000 ouvriers et Liège: 3.000 ouvriers, se mirent résolument au côté des Borains. Les chefs réformatrices de tout le bassin ne manquèrent pas d'écrire dans leur presse que le comité borain était fomenté par les communistes, alors que, quinze jours auparavant, dans le Peuple, organe officiel du P.O.B., Delattre signalait que dans le bassin il n'y avait plus un seul communiste. « A cette époque, alors que nous avions des groupements dans les différents bassins miniers, tels que Mons, le Centre, Charleroi et Seraing, et comme effectifs 10.000 mineurs et métallurgistes réunis, effectifs qui, dans l'action, nous permettaient de mettre en demeure les chefs réformatrices d'agir sous la poussée des travailleurs. Comme nous n'avions aucun lien sur le terrain international, cette question fut posée au Comité National dans la réunion de juillet 1923. Elle fut examinée par les diverses sections de chaque bassin. Comme toutes les sections ne s'étaient pas prononcées définitivement lors de notre congrès du 5 août 1923, en présence des délégués du Bureau latin ainsi que du P.C.F., il fut décidé de reporter la question dans un congrès qui se tiendrait au mois d'octobre 1923 à la seule fin d'avoir de cette façon une réponse exacte et définitive de tous les groupements affiliés aux Chevaliers du Travail.

Ce congrès eut lieu à Seraing le 20 octobre 1923 ... L'affiliation à l'Internationale Syndicale Rouge

(I.S.R.) fut votée à l'unanimité moins l'abstention de la section de Courcelles. A la suite de ce vote, la section de Montignies-sur-Sambre se souleva en prétextant que les délégués n'avaient pas voté l'affiliation à l'I.S.R. et elle se désaffilia, alors qu'elle était d'un précieux appui avec 1100 membres. D'autres sections suivirent Lodelinsart (800 membres) et Courcelles (200 membres), puis Dampremy, Jument-Brulotte, Roux-Aiselles, Marchienne..... néanmoins, nous avons de bons camarades qui luttent pour une nouvelle réintégration aux Chevaliers du Travail.

En ce qui concerne les relations avec le P.C.B. actuellement, elles commencent à s'améliorer, mais depuis la grève d'Ougrée, nous n'étions nullement d'accord avec ces camarades. De notre côté, nous voulions augmenter nos effectifs alors que les camarades du Parti voulaient conquérir l'assentiment des chefs réformistes. L'avenir nous dira qui a raison. Je comprends parfaitement tous les camarades du Parti qui, épris d'un idéal, croyaient que les politiciens du P.O.B. auraient un jour le courage de reconnaître leurs erreurs et ainsi de reprendre le bon combat au sein des masses prolétariennes mais journellement, ceux-ci font le contraire de ce que réclame le prolétariat et livrent ainsi celui-ci à la merci du capitalisme. »

Signé - le secrétaire Ducarme F.

La crise en sidérurgie.

L'année 1925 est dominée par la crise de la sidérurgie et ses conséquences sociales. L'épreuve de force s'engage entre patrons et ouvriers. Aux préavis de grève, les industriels répondent par le lock-out.

Une campagne électorale offre une relative trêve à l'affrontement. Le scrutin du 5 mai 1925 se termine par une importante victoire du P.O.B. sauf dans l'arrondissement de Charleroi où il perd 2% de ses voix en gardant ses 7 députés.

La situation sociale se dégrade rapidement. En verrerie, les syndicats acceptent une diminution de salaire de 6,5%. Les mineurs de leur côté subissent une baisse de salaire de 5%. L'affrontement paraît inévitable en métallurgie où les ouvriers excédés votent la grève pour le 29 mai. Les patrons remettent un préavis à 13.000 ouvriers et annoncent le lock-out pour le 16 juin. Dès le 16 juin 1925, grève et lock-out conjuguent leurs effets.

Le 5 juillet, 8.085 ouvriers sont en grève dans 30 usines du Bassin de Charleroi, 11.385 dans le Centre ... 40.398 au total pour la Belgique. La solidarité s'organise. Les comités de grève appellent à des manifestations quotidiennes.



1^{er} congrès de l'Internationale communiste.

Le 31 août, les métallurgistes des constructions mécaniques acceptent une baisse de 2,5% de leurs salaires mais dans la sidérurgie de Charleroi la grève continue et 24 hauts-fourneaux restent couverts. Le conflit en sidérurgie pèse lourdement sur l'économie beige avec des répercussions sur l'industrie charbonnière (montée des stocks).

A la fin de l'année 1925, une inondation catastrophique met sous eau toute la Ville-Basse de Charleroi.

C'est seulement en février 1926 qu'un compromis est trouvé. La diminution des salaires reste fixée à 5% mais cette mesure s'accompagne d'un remboursement des sommes retenues, de l'application d'allocations familiales et d'absence de répression pour fait de grève. La grève aura duré 8 mois, dans un dur et long combat sans vainqueurs, ni vaincus.

L'absence de collaboration entre le P.C.B. et la Fédération des Chevaliers du Travail est déplorée dans un « rapport sur le travail des communistes belges dans les syndicats » pour le Bureau latin de l'Internationale Communiste, daté du 11 octobre 1925 et signé par Vandenneuvel.

« Lors de la grève des métallurgistes, un comité d'action a été formé entre syndiqués des Chevaliers du Travail et « centristes », nous avons eu très peu de contact avec ce comité d'action.

A l'heure actuelle, il manque même des contacts entre le Parti et les Chevaliers du Travail. Le délégué de cette organisation, le camarade Lahaut, n'assiste que très rarement aux séances du Bureau Exécutif du Parti. La Commission syndicale devra donc également étudier la forme de rapports plus étroits avec les camarades Chevaliers du Travail.

Il sera utile que les Chevaliers du Travail accordent plus d'importance à leur organe « La vie syndicale », qui ne paraît plus depuis des mois et, lors de sa

parution, le bulletin était mauvais comme organe syndical. »

A suivre

Dr Jacques Lemaitre

60ème anniversaire de l'ASBL Club Achille Chavée



Mesdames, Messieurs, Chères amies et amis,

C'est avec un très grand plaisir que nous vous accueillons ce soir pour fêter ensemble les 60 ans de l'ASBL Club Achille Chavée. L'ASBL n'a pas toujours porté ce nom-là. En 1963, lorsqu'elle se crée à l'initiative du Parti Communiste, un débat a lieu pour le choix du nom. A la verve poétique d'Achille Chavée qui propose comme nom « Le Drapeau qui flambe », Robert Guillaume, un militant de La Hestre s'insurge : « Un drapeau qui brûle ? », « Astè sot Chavée ! ». Il avance une autre proposition : Le Monde nouveau, plus conforme aux espoirs des militants qui rêvent et militent pour un monde meilleur. L'ASBL s'appellera donc Le Monde Nouveau. Outre le militant ouvrier (qui, soit dit en passant, a tout au long de sa vie militante associé l'action politique à une démarche culturelle populaire) et le poète le plus célèbre de la rue Ferrer, l'ASBL compte en son sein l'artiste peintre Hélène Locoge et son mari, l'ingénieur Albert Ludé, tous deux proches du mouvement surréaliste, le cardiologue Jacques Lemaitre, le pharmacien Mauroit ainsi que l'instituteur syndicaliste, Gustave Piton.

Son siège se situe au 25 de la rue du Temple, le bâtiment qui fut ensuite occupé par la radio libre Canal du Centre et actuellement par la poissonnerie, le Loup de Mer. Nos anciens n'étaient guère conservateurs et peu soucieux de laisser les traces de leurs activités. On imagine donc que leurs activités correspondaient à l'objectif statutaire de l'association qui « a pour objet la promotion, la diffusion de l'instruction, de l'art, de la science et de la culture parmi les

travailleurs... ». Peu, voire pas d'archives subsistent de cette période et parmi les traces qui demeureront, il y a des livres de mathématiques soviétiques, ouvrages réputés pour leur qualité et pour leur prix démocratique, ouvrages fort prisés par quelques professeurs des Arts et Métiers. Nous hériterons encore quelques temps du commerce de produits de bouche (sardines soviétiques, vodka, vins bulgares et objets artisanaux...) jusqu'en 1979.

Cette année-là, l'idée de relancer l'ASBL sur des objectifs plus culturels occupe l'esprit estival de deux couples : Christine Béchet et Frank Herlemont d'un côté, Françoise Flament et moi-même d'un autre côté. A la rentrée, quelques amies et amis rejoignent le quatuor : il y a Liliane Dupont, Jacques Bénichou, Jack Houssa, Zoé Blusztejn (mieux connue sous le nom de Zouzou), Pierre Smirnoff.

1979, c'est le dixième anniversaire de la mort d'Achille Chavée. L'idée d'un changement de nom paraît comme une évidence : l'ASBL se nommera désormais Club Achille Chavée. En 1980, une première conférence est organisée par le Club Achille Chavée, avec Sœur Françoise Vandermeersch, une religieuse française qui, en mission au Cambodge, témoigne du sort des cambodgiens sous le régime des Khmers rouge et elle justifie dès lors l'intervention du Vietnam pour y mettre fin. Cette conférence nous vaudra un article « surréaliste » en première page de la Nouvelle Gazette.

Dans la foulée, on quitte la maison de la rue du Temple devenue très vétuste pour la rue Hamoir, une maison de maître face à la station essence Shell. Cette maison dispose d'une grande salle au rez-de-chaussée où les conférences et autres activités peuvent être organisées. Au 1er étage un bureau et une petite salle de réunion et un second étage qui sera aménagé en loft habité par Zouzou. L'ASBL change de direction, c'est Jack Houssa, directeur de la médiathèque de La Louvière qui en prend la présidence, Frank Herlemont en est le secrétaire avec Pierre Smirnoff comme adjoint et Zoé Blusztejn est la nouvelle trésorière.

Une page est ainsi tournée. Le Club Achille Chavée s'ancre délibérément dans une démarche culturelle et d'éducation populaire, engagé politiquement selon la « Virgule » d'Achille Chavée qui « regarde toujours à gauche ». L'ASBL garde son âme sans contrainte partisane et avec un esprit d'ouverture et de dialogue réels. En 1982, nous parvenons à capter, au nez et à la barbe de la commune de La Louvière (qui n'obtiendra le statut de ville qu'en 1985), l'exposition d'Inter-Environnement « Des villes pour vivre ». Enorme exposition sur la rénovation urbaine qui va nous imposer, durant quinze jours, une belle organisation pour accueillir de nombreuses classes et un assez large public. Il y a aussi plusieurs débats,



une visite urbaine en bus de la SNCV (le TEC d'aujourd'hui, pour les moins de quarante ans)... C'est un succès, l'exposition sera même prolongée d'une semaine. Les réunions de l'équipe du Club Achille Chavée sont fécondes, enthousiastes et se terminent généralement chez Mario à la rue de Bouvy.

Les projets ambitieux. Ainsi à deux reprises en 1984 et 1985, le CAC organisera une grande exposition de livres appelée L'Amour du Livre. Elles se tiendront dans la même salle de la rue des Amours où se tint

« Des villes pour vivre », salle qui deviendra bien plus tard le Centre de la Gravure. Un large choix de livres provenant de multiples maisons d'édition, une place importante aux livres d'enfants dont l'intérêt culturel et commercial n'échappera pas à celui qui ouvrira plus tard la librairie, l'Écrivain public, des conférences, un spectacle... de quoi boire... Une équipe renforcée par des « travailleurs temporaires » que le ministre de la culture nous a accordés, se relaient pour tenir les permanences. Toujours dans le domaine de la littérature, nous organisons, au « Gilson », encore en 1984, une conférence sur les Fous littéraires avec André Blavier, pataphysicien et dans la foulée nous accueillons une pièce de théâtre « Les incontinences de la raison ou Kidonkefou », au Centre Culturel et sportif de Strépy-Bracquegnies. Vous aurez compris que le choix des activités tourne beaucoup autour de la littérature.

Le livre va rester le moteur de nombreuses activités. L'histoire du mouvement ouvrier en sera un autre. Le Club Achille Chavée a pris l'engagement de perpétuer la mémoire du combat des travailleurs de l'usine Anglo-Germain, par deux ouvrages dont les mémoires de Marcel Couteau et une exposition réalisée avec l'aide précieuse de l'historien Michel Host.

L'analyse de questions internationales nous préoccupe aussi de façon récurrente la solidarité avec le peuple palestinien et de Cuba. L'Afrique fut également le thème de plusieurs conférences.

Mais ces activités ont quelque peu entamé l'énergie des animateurs bénévoles. En dépit de la présence de « permanents » temporaires, le Club Achille Chavée va alors connaître un certain essoufflement. Le

noyau de base se repose petit à petit sur ces « permanents » et s'éteint progressivement. Les « permanents » se succèdent : Martine, Franco et Dany vont vite retrouver un emploi stable. Seule Anne-Marie ira jusqu'au bout de son contrat qui ne pourra être prolongé par un engagement statutaire... faute de moyens. Nous sommes en 1992, les coûts locatifs de la maison de la rue du Hamoir sont prohibitifs. Si nous ne manquons pas d'idées et de créativité pour les activités, nous sommes nettement moins performants pour trouver l'argent.

Nous sommes donc contraints de déménager et de revoir notre espace vital à la baisse. Nous trouvons donc un arrangement pour occuper une maison plus modeste, ici, au... 34, rue Abelville. Se passe alors un temps de flottement durant lequel Zouzou et moi allons « tenir la maison » tant bien que mal. Nous sommes comme tétanisés. Pourtant, un projet ambitieux germe, mais comment le réaliser ? L'idée est d'organiser un colloque sur les intellectuels en Wallonie. Une chose est sûre, le projet est énorme. Une autre est qu'on ne peut pas le réaliser seuls. On fait appel à notre ami Hubert Cambier, animateur de la Fondation Joseph Jacquemotte. On propose le projet aux rédactions des Cahiers Marxistes et de la revue Toudi de José Fontaine. On file à Aubervilliers, dans la banlieue parisienne pour rencontrer Jack Ralite qui en est le Maire. Il fut aussi Ministre communiste du premier gouvernement de François Mitterrand. Mais surtout, il est le fondateur des Etats généraux de la Culture. On profite de son portefeuille d'adresses (qui attire le compositeur Jean-Claude Petit au colloque et le poète et éditeur Bernard Noël) et on profite aussi de nos partenaires des CM et de Toudi qui vont étoffer l'important panel d'intervenants. Il y a évidemment aussi Jean Louvet, co-auteur du Manifeste Wallon. Jean va rester un ami fidèle du Club...

Et, en novembre 1992, dans le réfectoire de l'Athénée de La Louvière, nous tenons ce colloque qui rassemble près d'une centaine de personnes. Un numéro des Cahiers marxistes lui est entièrement consacré. On a réussi notre pari au-delà de ce que nous imaginions et découvert aussi les vertus du

Jean-Pierre Michiels





Une réunion du club Achille Chavée

partenariat. Vont alors se succéder dans notre local une série d'expositions de jeunes artistes de la région dont ce sera pour certains une première occasion d'exposer leurs œuvres.

L'ACJJ obtient un subside de la Région wallonne pour engager une personne qui sera détachée au Club Achille Chavée. Ce sera d'abord Marie-Christine Latour qui organisera à deux reprises des déplacements à la Fête de l'Humanité avec Jean Liemans comme chauffeur de car.

Au tout début des années 2000, Sandro Baguet et Martine Godenir (qui a remplacé Marie-Christine comme animatrice) apparaissent dans le giron du CAC. Avec eux, celui-ci va connaître un bain de jeunesse salutaire et retrouver un réel dynamisme créatif. Aidés par d'autres peaux rouges qui ne marchent pas dans la file indiennes : Stéphane Mansy, Denis et Sylvain Michiels et d'autres jeunes dont les sœurs chiliennes filles de réfugiés politiques installés à Morlanwelz. Ils vont organiser, dans la salle des Fêtes du Roelux, une Fête du 1er mai hors normes qu'ils baptisent Lucha y Fiesta. Le concept est à la fois politique et culturel, engagé et festif. Un débat

politique ouvert, un festival de musiques alliant le ska et le rock, des stands associatifs, à boire et à manger... Autour d'eux, un large groupe d'amies et d'amis se partagent les tâches.

La première fête rodienne est une réussite. Plusieurs fêtes Lucha y Fiesta se succéderont pendant 3 ou 4 ans au Cercle horticole d'Houdeng-Goegnies. Les invités aux débats couvrent tous les milieux progressistes, de Pierre Beauvois à Maria Arena en passant par le Député Bourgmestre PSC de Charleroi Jean-Jacques Viseur et l'entarteur Noël Godin, de Catherine Fonck à Olga Zrihen, de Pierre Galand à Josy Dubié. Les concerts attirent un incroyable nombre de jeunes de toute la région et au-delà. Cet événement politique, culturel et festif s'interrompra en 2005. Le 1er Mai du CAC se tiendra alors de façon plus modeste au local.

Je souhaiterais aussi souligner les partenariats qui nous permettent d'élargir et de mêler les publics. Ils s'inscrivent dans la solidarité comme nous le faisons avec nos amies et amis de la Marche des Migrants ou avec le CEPRÉ. Dans un souci aussi de partager nos réflexions notamment avec L'Extension de l'ULB, la Maison de la Laïcité, Picardie laïque et le Mouvement Ouvrier Chrétien. Ces derniers partenariats

nous ont permis d'accueillir devant un large public, des personnalités comme Riccardo Petrella, ancien commissaire européen et militant inlassable pour le droit à l'eau, Bernard Thibault, ancien dirigeant de la CGT française, mais aussi représentant syndical de la Confédération européenne des Syndicats auprès de l'Organisation Internationale du Travail, Arthur Borriello, un enfant du pays docteur es sciences politiques, Jean-Jacques Claustrioux, statisticien, ancien vice-recteur de l'Université de Gembloux qui nous parla de ce que l'on fait dire aux chiffres et le Juge Claise, connu pour son inlassable combat contre les fraudes fiscales. Je ne vais pas énumérer toutes les activités réalisées par le CAC, ces dernières années. J'en épingle une : c'est l'atelier Enseignement et numérique qui s'est tenu durant deux ans pour déboucher sur l'édition d'un petit livre « L'enseignement est-il soluble dans le numérique » paru en septembre dernier aux Editions du Cerisier.

Enfin, je terminerai par une initiative du Club Achille Chavée qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'éducation permanente pour adultes, mais répond manifestement à un très grand besoin : c'est l'école de devoirs « Les Loupiots d'Abelville », qui accueille chaque année depuis plus de dix ans, une vingtaine d'enfants du quartier pour un soutien scolaire les mardis et jeudis après-midi et le mercredi pour des activités culturelles, récréatives, nature, etc. Je m'en voudrais de ne pas citer pour les féliciter et les remercier l'équipe actuelle d'animatrices bénévoles de cette école : Annette, Christiane, Martine D., Françoise, Corine, Martine G., Chantal, Irène, Ornella, Jacqueline, Martine R, (Les Loupiots d'Abelville, c'est un nouvel épisode des aventures de Martine à l'Ecole des Devoirs), Anne, Michèle, Nathalie... dont plusieurs sont aussi des aides indispensables – comme ce soir -au bon déroulement d'activités du Club.

Merci les amies et bravo pour votre dévouement et votre travail extraordinaire. Je vous remercie pour votre attention.

Jean-Pierre Michiels

Roger Somville aurait eu 100 ans

Roger Somville naît dans une famille modeste. Son père, artisan marquetteur, meurt jeune ; il reste avec sa mère qui doit alors subvenir seule à leurs besoins, les conditions matérielles sont précaires. Dans sa famille, tous sont artistes, pratiquent le dessin ou la peinture ; par son grand-père et un oncle, il est sensibilisé à la pensée anarchiste et marxiste. Il est adolescent quand éclatent la guerre d'Espagne et ensuite la seconde guerre mondiale, il prend conscience de la dramatique condition humaine.



Roger Somville

Il lit Karl Marx, Lénine, Brecht et Elie Faure ; il fréquente les milieux marxistes et opte pour une conception socialiste du monde.

Roger Somville commence à étudier la peinture à l'Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles qu'il quitte, écoeuré, fin 1942. Pressé par sa mère de choisir un métier «sérieux», il s'inscrit à l'Ecole nationale supérieure d'Architecture et des Arts décoratifs de La Cambre, il y rencontre le peintre Charles Counhaye, professeur d'art monumental, dont il devient l'élève. En 1943, il rencontre Edmond Dubrunfaut, déjà passionné par la tapisserie, qui suit également le cours de Counhaye. Cette année-là aussi, il fait la connaissance de Simone Tits, étudiante en céramique, elle deviendra sa femme et sa muse. Simone lui fera rencontrer Louis Deltour.

En 1944 et début 1945, les dessins et les premiers projets de tapisseries de Somville dénoncent les horreurs de la guerre.

En 1946, Dubrunfaut, Somville et Deltour fondent, le «Centre de Rénovation de la Tapisserie de Tournai» puis la «Coopérative artisanale de la Tapisserie».

Somville, Dubrunfaut et Deltour se retrouvent dans leur idéal de paix, leur espoir d'un monde meilleur. Ils sont inspirés par le muralisme mexicain, mouvement qui avait une implication aussi politique que sociale, envisagée par les artistes comme une force révolutionnaire au service de l'homme, permettant la création d'œuvres émouvantes et puissantes à l'instar du «Guernica» de Picasso.

En 1947, ils créent «Forces murales» dont le manifeste revendique la revalorisation des diverses techniques murales et défend « un art public exaltant la vie et le travail des hommes, leurs luttes, leurs souffrances, leurs joies, leurs victoires et leurs espoirs ». Roger Somville rejoint le parti communiste en 1949 et le «Conseil mondial pour la paix».

Entre 1947 et 1953, Roger Somville et «Forces murales» réalisent de nombreuses fresques et peintures murales, des peintures sur toile libre, des cartons de tapisseries et de vitraux. Des divergences apparaissent cependant entre ces fortes person



Station de métro Hankar à Bruxelles

nalités et Louis Deltour quitte le groupe en 1953. Somville et Dubrunfaut continuent à travailler ensemble jusqu'en 1959.

Après «Forces murales», Somville s'investit dans différents projets collectifs : la fondation de la Céramique de Dour avec Simone Tits en 1951. En 1954, il crée le mouvement «Art et Réalité». En 1969, il est membre fondateur du « Mouvement Réaliste » et du « Collectif d'Art Public » en 1979.

Parallèlement, Roger Somville poursuit sa carrière de professeur puis de directeur de l'Académie des Beaux-Arts de Watermael-Boitsfort jusqu'en 1994. Son engagement se manifeste également dans ses écrits (Pour le réalisme, Hop la ! Les pompiers les revoilà, Peindre). Il partage son temps entre ses ateliers de Tervuren et d'Olmet en Auvergne. Il participe à des centaines d'expositions personnelles et collectives.

Cet article vous a intéressé ? Le CARCoB possède de nombreux documents pour approfondir le sujet, pourquoi ne pas venir les consulter dans notre salle de lecture ?

<http://www.carcob.eu/>

Liberté pour Assange

Le droit de chacun.e à avoir accès aux informations et aux idées, rappelé dans l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits Humains, fonde la mission du journaliste. La responsabilité du/de la journaliste vis-à-vis du public prime sur toute autre responsabilité, notamment à l'égard de ses employeurs et des pouvoirs publics. Le journalisme est une profession, dont l'exercice demande du temps et des moyens et suppose une sécurité morale et matérielle, indispensables à son indépendance.

(Charte mondiale d'éthique des journalistes)

<https://www.ifj.org/fr/qui/regles-et-politique/charte-mondiale-dethique-des-journalistes>

Les 20 et 21 février prochains aura lieu à Londres une audience importante dans la longue procédure d'extradition de Julian Assange vers les Etats-Unis.

Cette audience constitue une étape très importante dans cette procédure parce qu'elle pourrait être la dernière au Royaume-Uni. Il s'agira en effet pour deux juges de décider si le dernier appel introduit par Julian Assange et son équipe de défense peut être entendu ou pas par la justice britannique.

LE JOUR X EST FIXÉ

**20
FEVRIER**

10:00

**RASSEMBLEMENT DEVANT
L'AMBASSADE DES USA
BRUXELLES**



C'EST MAINTENANT OU JAMAIS

WWW.FREEASSANGEEMERGENCYTOOLKIT.COM

Si l'appel est autorisé, la procédure continuera encore au Royaume-Uni (6 mois, un an peut-être).

Mais si l'examen de l'appel est rejeté, l'extradition d'Assange vers les Etats-Unis sera confirmée et ne pourra être bloquée que par une intervention de la Cour Européenne des Droits de l'Homme grâce à un article (le 39) de son règlement. L'extradition serait alors bloquée durant le temps de l'examen de l'affaire par cette cour.

Vous vous rendez bien compte que de nombreux scénarios sont envisageables. Mais en fait, il ne s'agit pas aujourd'hui de les imaginer. Il s'agit pour nous, de rester fermes dans notre position par rapport au droit à l'information et par rapport à l'injustice qui

consiste à punir le « messenger » tout en laissant libres les responsables des crimes qu'il a dénoncés.

Nous sommes tous engagés dans des combats que ce soit au niveau local, national, international, que ce soit sur le terrain social, économique, politique et tous nous savons que si nous sommes privés d'information, si l'information que nous recevons est biaisée ou corrompue, nous ne pouvons pas faire un travail efficace. L'information est une nécessité pour continuer nos luttes.

L'image que les Etats-Unis veulent mettre en avant en poursuivant Assange est que nous ne pouvons pas être informés de tout, qu'ils sont les décideurs de ce qui peut nous être dit et de ce qui doit nous

rester caché ! Aujourd'hui à travers Assange, c'est le journalisme qui a commencé de se mettre en place grâce à WikiLeaks qui est visé, un journalisme qui protège ses sources et qui révèle des documents authentiques quand ils sont d'intérêt public.

Aujourd'hui, dans le monde plus de 500 journalistes (et professionnels des médias) sont en prison, certains sont assassinés. A Gaza, l'indication Press sur les vestes des journalistes au lieu de les protéger, les transforme en cibles. Aujourd'hui, si Assange est extradé, les Etats-Unis se seront attribué et se seront vu reconnaître le droit de poursuivre n'importe quel journaliste qui révélera des faits les concernant où qu'il soit. Un exemple qui pourra être suivi par tous les pays qui le décideront.

Se battre pour la libération d'Assange, l'abandon des charges à son encontre, c'est éviter que ce modèle de rétention d'informations -utiles au plus grand nombre mais dangereuses pour les pouvoirs- ne s'étende à travers le monde. Bien sûr, il existe déjà mais nous pouvons faire en sorte d'empêcher que ce modèle ne détruise notre droit d'accès à l'information.

Nous pouvons surtout faire en sorte qu'informer ne devienne pas punissable, nous pouvons faire en sorte que le journalisme puisse continuer sa mission qui découle de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Nous avons besoin de l'information, battons-nous pour qu'elle reste un droit pour nous et une mission pour la presse.

Liberté pour Assange. Le journalisme n'est pas un crime.

Afrique du Sud et Palestine, une même humanité



Devant la Cour internationale de Justice, l'Etat d'Afrique du Sud attaque l'Etat d'Israël pour acte de génocide dans la guerre contre les Palestiniens dans la bande de Gaza. Cette action en justice montre la solidarité qui unit le peuple noir d'Afrique du Sud et le peuple palestinien.

Ce n'est pas un hasard. Les 2 peuples ont été colonisés. En attaquant en justice Israël, l'Afrique du Sud reste fidèle aux paroles de Nelson Mandela, premier président noir élu démocratiquement en

Afrique du Sud: « En tendant la main au peuple de la Palestine, au-delà des kilomètres, nous sommes pleinement conscients du fait que nous faisons partie d'une même humanité. »

Colonisés

En Afrique du Sud, les blancs ont colonisé le territoire peuplé de noirs. En Palestine, les Juifs ont colonisé le territoire peuplé d'Arabes. En Afrique du Sud, les blancs ont pris le pouvoir, les noirs n'avaient aucun droit et devaient travailler pour les blancs. En Palestine, les Juifs ont tout fait pour que les Arabes quittent la Palestine. Les Palestiniens ont été niés, ignorés. Les noirs sud-africains et les Arabes palestiniens ont lutté pour leur liberté et leurs droits. Les noirs sud-africains y sont parvenus, les Palestiniens pas encore. Leur lutte est symbolisée par 2 hommes disparus aujourd'hui.

Mandela

En Afrique du Sud, c'est Nelson Mandela. Mandela a dirigé l'ANC, principal mouvement antiapartheid en Afrique du Sud. Pour cela, il a fait 27 ans de prison. Il a été libéré en 1990. En 1991, les noirs ont gagné enfin leurs droits et peuvent voter. En 1994, Nelson Mandela devient le 1er président d'Afrique du Sud élu démocratiquement, il meurt en 2013. Aujourd'hui, l'ANC est au pouvoir.

Arafat

En Palestine, c'est Yasser Arafat. Arafat qui a dirigé l'OLP, principal mouvement de libération de la Palestine. En 1996, Arafat devient le 1er président de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, territoire palestinien. L'Autorité palestinienne n'a presque pas de pouvoir. Arafat meurt en 2004. Aujourd'hui, il n'y a toujours pas de liberté ni de vrais droits pour les Palestiniens.

Solidarité

Il n'est pas étonnant que ces 2 hommes se soient reconnus comme menant presque le même combat. Il n'est pas étonnant de voir cette solidarité entre le peuple noir sud-africain et le peuple palestinien. Alors président d'Afrique du Sud, Nelson Mandela déclarait à un journaliste américain le 28 mars 2001 : « (...) Les Palestiniens ne luttent pas pour un « Etat » mais pour la liberté, la libération et l'égalité, exactement comme nous avons lutté pour la liberté en Afrique du Sud.(...) Les soi-disant « zones autonomes palestiniennes » sont des bantoustans. »

Apartheid en Afrique

Pour les dirigeants d'Afrique du Sud et une grande partie de la population noire, les Palestiniens sont



Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP et de l'Autorité palestinienne et Nelson Mandela, dirigeant de l'ANC et président d'Afrique du Sud, Reuters MH/JDP

toujours victimes d'un apartheid. « Apartheid » est un mot utilisé en Afrique du Sud jusqu'en 1991. L'apartheid était un système où les blancs qui dominaient et opprimaient les noirs. Les blancs étaient beaucoup moins nombreux que les noirs, mais les blancs imposaient aux noirs des lois et des règles pour les empêcher de vivre à l'égal des blancs. La population noire n'avait presque aucun droit. Les noirs ne pouvaient pas vivre dans les mêmes endroits que les blancs, aller dans les mêmes écoles, être candidat aux mêmes emplois, etc.

Apartheid en Palestine

Le gouvernement blanc d'Afrique du Sud avait créé pour certains noirs des bantoustans. Le bantoustan était un territoire réservé aux noirs. C'était une sorte d'Etat, mais un Etat soumis au pouvoir du gouvernement blanc. Les bantoustans étaient dispersés sur le territoire d'Afrique du Sud. C'est un peu la situation des territoires palestiniens d'aujourd'hui. Il y a la bande de Gaza et il y a la Cisjordanie. En Cisjordanie, les zones palestiniennes sont séparées par des colonies juives et c'est le gouvernement israélien qui a le vrai pouvoir.

Une même humanité

En Afrique du Sud, les noirs ont les mêmes droits que les blancs. Il faut espérer qu'en Palestine, les Arabes palestiniens auront un jour leurs droits reconnus et un vrai Etat. Devant la Cour internationale de justice, le ministre de la justice sud-africain a rappelé une déclaration de Nelson Mandela: « En tendant la main au peuple de la Palestine, au-delà des kilomètres, nous sommes pleinement conscients du fait que nous faisons partie d'une même humanité. »

Thierry Verhoeven

Extrait du journal « L'Essentiel »

<https://www.facebook.com/p/Journal-Essentiel-100063781710646/>

La culture « Woke »: ce mouvement militant qui inonde les réseaux sociaux

L'ancien ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer avait lancé un observatoire républicain chargé de lutter contre « le wokisme » et la « cancel culture ».



Mais qu'est-ce que la culture « woke » ? Ce mouvement provient des campus américains et reflète un état d'esprit militant pour la protection des minorités. Cet état d'esprit s'est répandu en Europe et a pour but de lutter contre les injustices et les inégalités.

Le terme woke (« éveillé ») a pris de l'ampleur aux Etats-Unis dans les années 2010. Le « wokisme » est par extension un état d'éveil face à l'injustice. Le concept s'est répandu lors du mouvement Black Lives Matter (apparu en 2013) pour dénoncer les actes de ségrégation raciale et de discrimination à l'égard des Noirs américains.

Pour Mireille-Tsheusi Robert, présidente de l'association féministe antiraciste « Bamko-CRAN », le terme woke date de plusieurs siècles : « Cela remonte à plus de deux siècles sous Abraham Lincoln, c'était un mouvement créé par les antiesclavagistes qui se revendiquaient déjà éveillés. Cela fait partie de l'histoire du militantisme, c'est à prendre au sérieux ».

Woke s'est, par la suite, popularisé sur les réseaux sociaux et étendu à d'autres causes. De nos jours, une personne woke se dit consciente de toutes les injustices et de toutes les inégalités : racisme, sexisme, environnement... Ce terme est associé à une politique de gauche dite « progressiste » pour certains et désigne non seulement les militants antiracistes, féministes ou encore LGBTQI +, mais aussi, et de manière générale, les réflexions liées aux problématiques socioculturelles.

Par exemple, le New York Times avait considéré

woke la cérémonie des Golden Globes 2018, lorsque l'affaire Weinstein et le mouvement #MeToo avaient éclaté. Il y avait là la volonté d'en finir avec le harcèlement sexuel que subissaient les femmes du milieu.

La Cancel culture, un dérivé du mouvement « woke » ?

Woke comprend aussi la « Cancel Culture » (culture de l'annulation), « call-out culture », « purity culture » ou culture identitaire ou intersectionnelle et pointe du doigt les injustices subies par certaines catégories. Cette dénonciation publique prend de l'ampleur sur les réseaux sociaux, les productions culturelles jugées discriminatoires sont rayées, effacées.

Jacinthe Mazocchetti, anthropologue à l'UCL, explique que du côté des mouvements décoloniaux et féministes, le but n'est pas d'annuler mais d'être conscients de ce qu'on est en train de faire et remettre les gens dans leur époque. « En fonction des dimensions structurelles inscrites dans la société, de nombreux artistes étaient le reflet de leur époque, le nier c'est nier la reproduction des systèmes de racisme et de sexisme. »

On n'est pas obligé d'effacer l'histoire et de censurer ou bloquer toute liberté d'expression mais il y a un devoir d'analyse pour essayer de comprendre la trajectoire du racisme

C'est un point de vue que rejoint Mireille-Tsheusi Robert : « On n'est pas toujours pour la cancel culture, on ne pense pas qu'il faut nécessairement censurer une œuvre raciste. Dans certains cas cela nécessite une analyse, il y a d'autres moyens de travailler à un



processus décolonial ».

Un des reproches qui est fait est la volonté de vouloir effacer l'histoire (notamment lors du déboulonnement des statues) et de tuer la liberté d'expression, mais, selon elle, ce n'est pas le but : « Ce sont des mouvements complexes qui ont plusieurs courants, on n'est pas obligé d'effacer l'histoire et de censurer ou bloquer toute liberté d'expression, mais il y a un devoir d'analyse pour essayer de comprendre la trajectoire du racisme. Comment la culture sert de support pour la transmission du racisme ? Ce n'est pas parce que l'on analyse ces questions que l'on censure mais certaines personnes n'ont pas envie qu'on fasse cette analyse ». La liberté d'expression est tout autant menacée à cause de l'extrême droite

Pour Renaud Maes, docteur en sciences sociales et politiques à l'ULB et rédacteur en chef de La revue nouvelle, ce qui empêche ces personnes de s'exprimer c'est le cyberharcèlement ou harcèlement : « La liberté d'expression est tout autant menacée à cause de l'extrême droite. Les mouvements identitaires de droite sont beaucoup plus importants en Europe aujourd'hui en nombre de personnes et en visibilité dans les parlements ».

Il prend l'exemple des militants d'extrême droite français : « Il y a une habitude de harcèlement jusqu'à ce que les personnes se taisent et personne ne va suspecter que ce soit de la cancel culture alors que c'est une forme plus puissante encore en nombre de personnes et en violence des propos ».

Les limites du « woke »

L'ex-président Barack Obama avait d'ailleurs mis en garde contre les dérives moralisatrices de la « woke culture » sur les réseaux sociaux le 29 octobre 2019 lors du sommet annuel de sa fondation.

Si tout ce que vous faites, c'est jeter la première pierre, alors vous ne faites probablement pas grand-chose

« Il y a des gens qui pensent que, pour changer les choses, il suffit de constamment juger et critiquer les

autres [...] Si je fais un tweet ou un hashtag sur ce que tu as fait de mal, ou sur le fait que tu as utilisé le mauvais mot ou le mauvais verbe, alors après je peux me détendre et être fier de moi, parce que je suis super 'woke', parce que je t'ai montré du doigt. Mais ce n'est pas vraiment de l'activisme. Ce n'est pas comme ça qu'on fait changer les choses. Si tout ce que vous faites, c'est jeter la première pierre, alors vous ne faites probablement pas grand-chose », critiquait-il.

« J'ai l'impression que, parfois, chez certains jeunes – et c'est accéléré par les réseaux sociaux –, la façon d'apporter un changement est d'être le plus prompt à critiquer les autres et que ça suffit. » Une peur donc, partagée par certains, de voir le politiquement correct faire loi chez les jeunes.

« L'idée était d'être éveillé aux inégalités structurelles de nos sociétés et se rendre compte de nos privilèges, le terme a été repris par la droite radicale aux Etats-Unis pour se moquer de ces gens qui militent dans des mouvements pour l'émancipation », explique Renaud Maes qui rappelle tout de même que les Etats-Unis et l'Europe n'ont pas les mêmes bases culturelles.

« Il est difficile de faire un parallèle avec l'Europe, car les mouvements d'émancipations antiracistes ou LGBTQI + se structurent de manière différente. En Europe, il y a une fluidité des identités, on n'a pas la même manière de se définir. On peut appartenir à plusieurs communautés, on n'est pas dans des segmentations aussi stéréotypées qu'aux Etats-Unis. » Il y a une non-écoute et une forme de radicalisation d'un côté et de l'autre qui se joue sur les réseaux sociaux

L'idéalisation de la société, c'est un moteur de toutes les luttes, un type de fonctionnement sociétal qui pousse à faire ce qui semble juste vis-à-vis de cet objectif. Mais, pour l'anthropologue Jacinthe Mazocchetti, il ne faut pas se concentrer uniquement sur ce mouvement, car à contrario, il y a la montée des extrémismes de droite : « Il y a une non-écoute et une forme de radicalisation d'un côté et de l'autre qui se joue sur les réseaux sociaux. Il y a des groupes minoritaires qui vont contester pour faire entendre un message et faire en sorte qu'une personne soit décrédibilisée mais eux-mêmes sont victimes de harcèlement et sont décrédibilisés constamment notamment via l'extrême droite. »

L'enquête du Figaro rapporte aussi les propos de Thomas Chatterton Williams, auteur de l'essai « Autoportrait en noir et blanc » : « La prétendue culture woke est cool. C'est à la mode, et, soyons honnêtes, le libéralisme est difficile. Tolérer des idées inconfortables est plus dur que de rejoindre la horde pour s'enfermer dans une bulle d'opinions et de pensées tout à fait agréables ».

Les réseaux sociaux : le reflet de la société ?



Jacinthe Mazocchetti considère que les réseaux sociaux sont le reflet de ce qui se joue plus largement dans la société. C'est une question également générationnelle, car ce ne sont plus les mêmes personnes et les mêmes pratiques, qui transforment les modalités de lutte, il y a un changement sociétal plus large : « Par exemple, les campagnes féministes #MeToo, #Balancetonporc, #payeton... ça a un certain impact. Les réseaux sociaux sont des nouveaux lieux d'expression, de contestation et visibilisation des luttes, c'est une autre manière de se faire entendre. Il y a la mise en place de militantismes avec la question de l'égalité des droits. Le racisme structurel ou le patriarcat sont des combats dont le nœud est similaire », explique-t-elle. « Il est plus facile d'insulter via l'intermédiaire des réseaux sociaux qu'en face, c'est le reflet des grandes divergences dans la société, car, d'un point de vue structurel, les inégalités sont de plus en plus grandes. »

Marie Peltier, essayiste, professeure d'histoire à l'Institut supérieur de pédagogie Galilée à Bruxelles, était intervenue sur La Première en août dernier pour expliquer la contribution des réseaux sociaux à ces mouvements : « Ils permettent une certaine horizontalité : tout le monde peut s'exprimer vis-à-vis de tout le monde. C'est magnifique et à la fois potentiellement dangereux voire inquiétant, mais je pense que cet imaginaire de l'action concertée est en grande partie fantasmée ».

Des excès anecdotiques

« On ne peut pas dire que le mouvement woke soit une menace à large échelle, ce sont des mouvements anecdotiques », selon Renaud Maes. « Il existe des excès dans le mouvement woke, ce sont des mécanismes de sectarisme connus des mouvements militants depuis longtemps, ce n'est pas nouveau et cela ne change pas d'échelle, la différence c'est que c'est beaucoup plus visible à cause des réseaux sociaux. » Pour lui, il faut se méfier des discours qui voient en ce

mouvement une menace identitaire : « Quand on voit les chiffres de militants, le nombre d'évènements annulés, c'est minoritaire, ce n'est pas forcément un fait social, ça n'engage pas toute la société ».

Il y a des excès partout mais ils ne dépasseront jamais les années de racisme, en Belgique il y a 6 siècles d'exploitation des Noirs. Les excès de quelques woke ne vont pas effacer ces siècles de domination.

« Il y a de plus en plus de racisés et leurs alliés qui décident de renverser la victimologie, qui décident de ne plus rester dans un rôle passif et qui se protègent et se défendent. Les violeurs ou ceux qui commettent l'acte raciste ne veulent pas que la victime se rebelle. » Pour Mireille-Tsheusi Robert, présidente de l'association féministe antiraciste « Bamko-CRAN », les personnes qui critiquent les woke ne sont pas que des racistes ou misogynes : « La plupart sont des privilégiés au sens sociologique. Ils considèrent qu'ils ont quelque chose à perdre en montrant que leur culture peut être un frein aux droits des minorisés. Ils résistent et discréditent les mouvements qui mettent en lumière les discriminations. C'est une stratégie des privilégiés pour cacher l'irrespect des droits humains quand ils commettent des actes racistes. »

« Les antiracistes deviennent audibles médiatiquement et donc il y a des changements de paradigmes. Certains ont peur de perdre leurs privilèges et leur prestige culturel. Depuis que les minorités parlent et se défendent, il y a des stratégies qui viennent de l'extrême droite qui critique les woke », ajoute Mireille-Tsheusi Robert. « On s'indigne d'avantage de l'analyse antiraciste que du racisme lui-même, or, c'est bien le racisme qui pose problème, c'est là-dessus qu'il faut centrer notre énergie. »

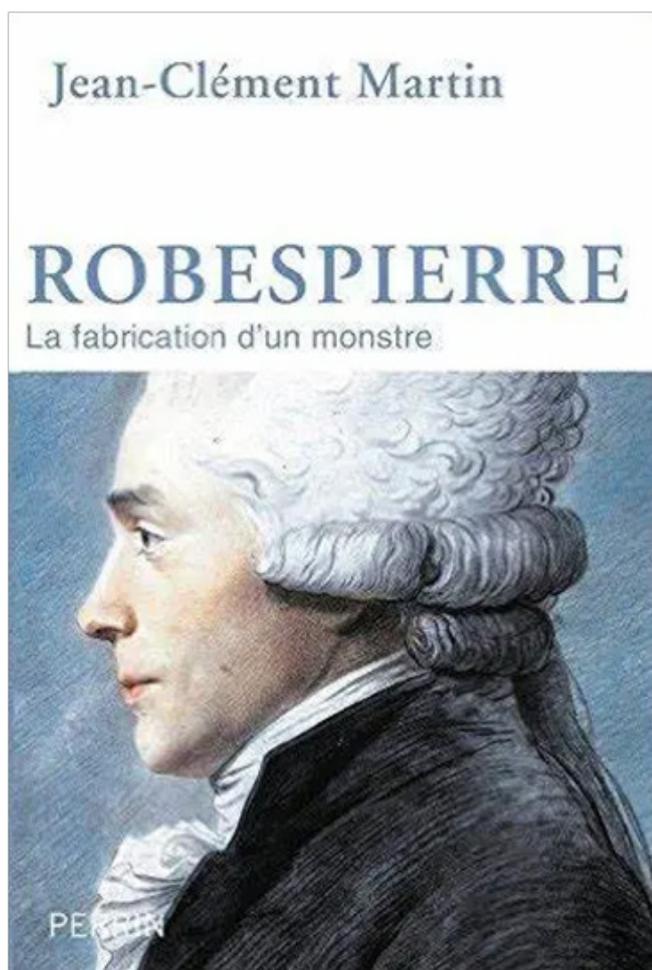
Aux Etats-Unis comme en Europe, cette guerre générationnelle des idéologies n'en est qu'à ses balbutiements.

Par Anaïs Corbin
Extrait de RTBF.be

LECTURE

Comment fabrique-t-on un monstre, un nouveau portrait de « l'Incorruptible » Une critique

Après ses synthèses difficilement lisibles sur la Révolution, on avait quelque raison de craindre le pire en voyant un ouvrage signé par Jean-Clément Martin sur un de ses grands acteurs. Disons-le tout de go, on



avait tort. L'auteur a retrouvé la méthode qui avait fait son succès dans l'étude de la révolte vendéenne : il est parti du présent pour déconstruire un mythe et montrer la part de contingence qui existe dans un destin resté célèbre pour de mauvaises raisons. C'est ce qu'indique le sous-titre de son ouvrage même si le choix de rédaction a ensuite été celui d'une biographie classique.

L'auteur a le mérite de nous éviter un de ces portraits psychologiques mal assurés dans lequel on voit surtout le reflet des angoisses de notre temps et nous découvrons le parcours d'un jeune bourgeois à talent d'Arras, guère différent de celui de beaucoup d'autres en France à la même époque. Capable d'ironie, sa notoriété locale lui vient surtout de la qualité littéraire de ses plaidoiries. Il profite du doublement du Tiers pour se faire élire aux états généraux au printemps 1789. S'il participe aux événements de l'été 1789, il reste à l'écart des différents comités qui par exemple proposent un redécoupage du pays, mais il commence vraiment à faire parler de lui à l'automne à propos des débats sur la future constitution. D'évidence peu sensible à la question de l'égalité politique pour les femmes comme à celle de l'esclavage, il se drape dans une posture faite de discours comme le montre bien sa formule préférée « Il faut établir le principe que », tout en déniant le pouvoir exécutif et de multiples complots

depuis sa position de président des jacobins. Hostile au maintien du roi après la fuite de Varennes, il fait cependant allégeance à la nouvelle constitution.

Ses positions sont par la suite fluctuantes et pas toujours évidentes à suivre, car la tactique politique impose ses règles. Pour la guerre en novembre 1791, il s'affirme contre un mois plus tard. Refusant de se dire républicain car les Brissotins le font, il demande la déchéance du roi en juillet 1792. Contre la peine de mort pour les membres de la Nation saine, il justifie les massacres de septembre et il compte des amis parmi les gens impliqués dans ce carnage. Elu à la Convention par les Parisiens sur lesquels il a incontestablement de l'influence, il appelle fin mai 1793 à l'extermination de tous les ennemis du peuple. Après l'élimination des Girondins, il entre au Comité de Salut Public en juillet 1793 tout en s'alliant tactiquement avec les hébertistes et la Commune de Paris.

Il utilise dès lors son pouvoir, qui n'est jamais total, pour tenter d'arriver à une situation d'équilibre. Il se retourne donc contre les hébertistes et rejette la déchristianisation complète voulue alors par Fouché par exemple, avant de cibler Danton et les « Indulgents ». Pour mieux contrôler la situation, il renforce la centralisation et laisse Carnot réorganiser l'armée même s'il s'en méfie. Se faisant, il multiplie ses ennemis sur tous les bords et il a la maladresse de beaucoup menacer en employant des formules comme « les hommes coupables craignent toujours de voir tomber leurs semblables ». Les conventionnels choisissent alors de se débarrasser de lui.

Ce faisant, les thermidoriens créent le personnage du monstre sanguinaire pour mieux s'en démarquer par une politique différente. C'est à ce moment-là, le 18 thermidor, donc a posteriori, que la loi entérine la formule « la Terreur est à l'ordre du jour » pour sa période de gouvernement. Robespierre quitte le monde des humains pour entrer dans celui des héros d'un romantisme noir et devenir l'archétype du chef révolutionnaire, qu'on l'adule ou qu'on le déteste.

Cet ouvrage est donc un bel ouvrage, qui donne à voir un homme en son temps et qui nous fait réfléchir sur les découpages et les étiquetages de cette historiographie classique qui constitue toujours notre base de réflexion intellectuelle et pédagogique. Une franche réussite, donc.

Publié par APHG Languedoc-Roussillon

L'auteur: Jean-Clément Martin, né le 31 janvier 1948 à Thouars (Deux-Sèvres), est un historien français, spécialiste de la Révolution française, de la Contre-révolution et de la guerre de Vendée.